

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-16 du 19 avril 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Le Président Biden annonce des mesures pour protéger l'industrie américaine de l'acier et de la construction navale contre les pratiques déloyales chinoises
2. Les États-Unis et le Japon renforcent leur coopération en matière économique
3. L'USTR Katherine Tai défend la politique commerciale de l'administration Biden au Congrès
4. La Maison-Blanche met en place une « Task Force » sur le climat et le commerce

Climat – énergie – environnement

5. L'EPA publie son inventaire annuel des gaz à effet de serre
6. L'administration Biden prend de nouvelles mesures pour accroître la production d'énergie propre sur les terres fédérales

Transport et infrastructure

7. L'administration Biden octroie 830 M\$ pour rendre les infrastructures routières plus résilientes au changement climatique
8. La FAA annonce le déploiement de nouvelles technologies de surveillance des aérodrômes

Industrie

9. Samsung obtient 6,4 Md\$ dans le cadre du CHIPS Act et annonce un cluster au Texas
10. Google et Meta dévoilent de nouveaux semi-conducteurs pour les systèmes d'IA conçus en interne pour leur usage propre

Agriculture et industrie agroalimentaire

11. Le Département de l'Agriculture alloue 232 M\$ pour l'entretien des infrastructures rurales
12. Le secteur agricole a diminué de 1,8 % ses émissions de gaz à effet de serre en 2022

Numérique et innovation

13. Un groupe de sénateurs présente un nouveau cadre législatif bipartisan visant à encadrer les risques NRBC liés à l'IA
14. Le Speaker de la Chambre des représentants Mike Johnson inclut les propositions de loi sur TikTok et sur la vente de données personnelles dans le paquet d'aide à l'Ukraine

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le Président Biden annonce des mesures pour protéger l'industrie américaine de l'acier et de la construction navale contre les pratiques déloyales chinoises

Le 17 avril, à l'occasion d'un déplacement à Pittsburgh (Pennsylvanie), le Président Biden a [annoncé](#) plusieurs mesures contre les pratiques déloyales de la Chine dans les secteurs de l'acier, de l'aluminium et de la construction navale. Le président américain a demandé à la Représentante américaine au Commerce (USTR) Katherine Tai d'« envisager » un triplement de certains droits de douane sur les importations d'acier et d'aluminium en provenance de Chine actuellement en vigueur au titre de la Section 301. Ce triplement spécifique à l'acier et l'aluminium – dont le périmètre exact n'est pas encore connu – interviendrait dans le cadre de la revue globale des droits de douane 301, supervisée par l'USTR, dont les résultats doivent être annoncés prochainement.

Pour justifier ces mesures, le Président Biden a souligné l'importance de l'acier pour l'économie et la sécurité nationale américaines, soulignant le rôle de l'acier « vert » afin de décarboner l'industrie américaine et la nécessité de protéger l'industrie sidérurgique américaine de la concurrence déloyale et des surcapacités chinoises. Le président américain a également indiqué vouloir travailler avec le Mexique afin d'entraver les tentatives de contournement par ce pays des droits de douane en vigueur sur les importations d'acier et d'aluminium originaires de Chine.

Le Président Biden a en outre réitéré son opposition au rachat du producteur d'acier américain US Steel par le groupe japonais Nippon Steel, dont l'opération fait actuellement l'objet d'une procédure d'examen par le CFIUS [voir [Brèves sectorielles du 15 mars 2024](#)].

Enfin, le Président Biden a annoncé l'[ouverture](#) par le l'USTR d'une enquête sur les pratiques et les politiques commerciales chinoises dans le secteur de la construction navale, du transport maritime et de la logistique, à la suite de la pétition adressée en ce sens à l'USTR par cinq syndicats de travailleurs le 12 mars dernier [voir [Brèves sectorielles du 15 mars 2024](#)].

2. Les États-Unis et le Japon renforcent leur coopération en matière économique

En marge de la visite d'État du premier ministre japonais Fumio Kishida, les États-Unis et le Japon ont [publié](#) le 10 avril une déclaration conjointe annonçant un renforcement de leur coopération bilatérale, notamment dans le domaine de la sécurité économique. Rappelant les avancées réalisées dans le cadre du comité bilatéral consultatif de politique économique (dit « 2 + 2 »), les deux pays ont indiqué vouloir « renforcer [leur] capacité d'innovation et [leur] sécurité économique, notamment en

promouvant et en protégeant les technologies critiques et émergentes».

Le communiqué souligne que le groupe informatique américain Microsoft a récemment annoncé un investissement de 2,9 Md\$ au Japon afin de développer sa division *cloud*, tandis que le constructeur nippon Toyota prévoit d'investir 8 Md\$ supplémentaires dans ses usines de production de batteries en Caroline du Nord. Les États-Unis et le Japon ont également salué le récent investissement de 100 M\$ réalisé par un *consortium* d'entreprises américaines et japonaises, incluant notamment Nvidia, Amazon et Microsoft, au profit de recherches conduites par des universités des deux pays dans le domaine de l'intelligence artificielle. Dans le domaine des semi-conducteurs, Washington et Tokyo souhaitent renforcer leurs chaînes de valeur auprès des pays alliés, notamment pour la production de puces dites matures (« *legacy chips* »).

La déclaration salue également la récente entrée en vigueur de l'accord sur les chaînes de valeur adopté dans le cadre du Cadre économique Indopacifique pour la prospérité (IPEF) et affirme la volonté des deux pays de lutter contre les pratiques de coercition économique, notamment à travers la plateforme de coordination mise en œuvre dans le cadre du G7.

3. L'USTR Katherine Tai défend la politique commerciale de l'administration Biden au Congrès

La Représentante américaine au Commerce (USTR) Katherine Tai a été auditionnée par la Commission des Voies et des Moyens de la Chambre des Représentants le 16 avril et par la Commission des Finances du Sénat le 17 avril, dans le cadre de l'exercice annuel de présentation des objectifs et résultats de la politique commerciale de l'administration au Congrès.

Dans son témoignage à la Chambre des Représentants comme au Sénat, K. Tai a [souligné](#) que l'agenda de politique commerciale de l'administration, dont l'édition 2024 a été publiée le 1^{er} mars [voir [Brèves sectorielles du 8 mars 2024](#)], jouait un rôle crucial pour « renforcer la classe moyenne » américaine et la sécurisation de chaînes d'approvisionnement résilientes. Elle a notamment insisté sur les mesures prises par son agence en matière de défense des droits des travailleurs, par l'inclusion de dispositions « ambitieuses » dans les accords actuellement négociés par les États-Unis ou par la mobilisation d'outils destinés à assurer le respect de ces droits, tels que le Mécanisme de réponse rapide de l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA). Elle est également revenue sur les mesures prises par l'administration pour assurer la bonne mise en œuvre des accords commerciaux, mentionnant notamment la mise en place d'un panel de l'USMCA dans le cadre du différend avec le Mexique sur le maïs génétiquement modifié, en août dernier, et les conclusions de panels de l'OMC favorables aux États-Unis dans le cadre des différends avec la Chine et la Turquie sur les

contremesures prises par ces pays en réaction aux droits additionnels sur l'acier et l'aluminium imposés en 2018 par l'administration Trump [voir [Brèves sectorielles du 22 décembre 2023](#)].

L'USTR a aussi insisté sur les efforts entrepris par son agence pour renforcer la transparence de la politique commerciale, y compris en consultant davantage le secteur privé et le Congrès, de nombreux sénateurs et représentants ayant exprimé des critiques ces derniers mois sur le manque d'inclusion du Congrès dans la conduite des négociations commerciales [voir [Brèves sectorielles du 12 avril 2024](#)]. K. Tai est ensuite revenue sur les résultats de la dernière conférence ministérielle de l'OMC, notamment l'extension du moratoire sur le commerce électronique [voir [Brèves sectorielles du 8 mars 2024](#)], et a estimé que « plus de progrès [avaient] été réalisés sur la réforme du système de règlement des différends au cours de l'année passée qu'en plusieurs décennies ». Elle a également évoqué les progrès réalisés dans la coopération avec les partenaires des États-Unis, indiquant notamment que les négociations avec Taiwan constituaient une « priorité » de l'USTR en 2024 et indiquant, s'agissant des négociations du Cadre économique indopacifique (IPEF), que « les accords commerciaux prennent du temps [à négocier] », mais que « plus de progrès [avait] été accompli au cours de l'année écoulée que ce qui prendrait normalement des années à réaliser ».

K. Tai a souligné les mesures prises par l'administration afin de lutter contre les pratiques déloyales de la Chine, mentionnant les coopérations avec les partenaires des États-Unis, la révision en cours des droits de Section 301 sur les importations originaires de Chine imposés par l'administration Trump, et indiquant qu'elle « étudiait attentivement » la pétition adressée par cinq syndicats américains sur les pratiques chinoises dans les secteurs maritime, logistique et de la construction navale, sujet sur lequel une enquête de Section 301 a officiellement été lancée le lendemain par l'USTR (voir *supra*). Enfin, en réponse à des préoccupations soulevées par la sénatrice D. Stabenow (D-Michigan), K. Tai a indiqué que les États-Unis devraient prendre « des mesures rapides et décisives » pour protéger l'industrie américaine de la concurrence déloyale chinoise dans le secteur des véhicules électriques.

4. La Maison-Blanche met en place une « Task Force » sur le climat et le commerce

L'Envoyé spécial du Président Biden pour le Climat, John Podesta, est [intervenu](#) le 16 avril dans le cadre d'un Sommet sur l'énergie organisé à l'Université de Columbia, à New York. Après avoir rappelé les mesures prises jusqu'alors par les États-Unis en faveur de la transition énergétique, notamment l'adoption et la mise en œuvre de la loi bipartisanne pour les infrastructures (BIL) et de l'Inflation Reduction Act (IRA), il a évoqué le « problème » posé par les émissions de gaz à effet de serre attribuables aux échanges commerciaux. Il a observé que la question de la réduction des émissions attribuables au

transport maritime et aérien de biens faisait l'objet d'une coopération internationale fructueuse, mais qu'il était également nécessaire de porter une attention particulière à l'empreinte carbone des biens eux-mêmes, dont il a déclaré qu'elle représentait « environ 25 % de toutes les émissions globales ». Il a remarqué que les États-Unis avaient importé l'équivalent d'une gigatonne d'émissions en 2019, ce qui représentait la quantité d'émissions que le pays espérait réduire en 2030 grâce aux mesures de la BIL et de l'IRA.

J. Podesta a observé que les règles commerciales actuelles « incit[ai]ent aux fuites de carbone » – décrites comme la délocalisation d'activités manufacturières de pays aux politiques climatiques ambitieuses vers des pays aux standards plus faibles – et ne prévoyaient pas de sanctions pour le « dumping du carbone » – défini comme le phénomène par lequel les productions intensives en carbone de pays aux standards faibles sont exportées vers des pays aux politiques climatiques plus ambitieuses. Il a estimé que cette lacune avait contribué à la délocalisation d'industries américaines comme celle de l'aluminium dans des pays tels que la Chine.

Face à ce constat, J. Podesta a annoncé la création à la Maison-Blanche d'une « Task Force » sur le Climat et le Commerce, dont les travaux porteraient sur trois domaines :

(i) le développement d'outils destinés à répondre aux problèmes des « fuites de carbone », du « dumping du carbone » et de « l'empreinte carbone des biens en général ». J. Podesta a indiqué que l'administration « tir[ait] les leçons » des négociations en cours avec l'Union européenne en vue d'un Arrangement global sur l'acier et l'aluminium durables (GSA), était « ouvert[e] aux propositions [du Congrès] et de leaders au sein comme en dehors du gouvernement », et était « prêt[e] à ouvrir le dialogue avec les partenaires des États-Unis », dont l'Australie, le Royaume-Uni et l'Union européenne, dont il a rappelé qu'elle mettait en place son mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) ;

(ii) la constitution de « données crédibles, robustes et granulaires » sur la base desquelles élaborer les politiques climatiques et commerciales, en travaillant là encore avec les partenaires des États-Unis et en « prenant des mesures à l'international afin de promouvoir des méthodes de mesure communes et des standards élevés » sur l'empreinte carbone des biens ;

(iii) l'identification de nouvelles mesures qui pourraient être prises aux États-Unis comme à l'étranger pour soutenir l'industrie dans cette « course au mieux-disant environnemental ».

J. Podesta a également évoqué le différend récemment initié à l'OMC par la Chine contre l'IRA [voir [Brèves sectorielles du 29 mars 2024](#)], qu'il a caractérisé d'« ironique », venant d'un pays qui avait « passé des décennies à mettre en œuvre des pratiques et politiques qui avaient créé des distorsions dans les marchés mondiaux de produits tels que le photovoltaïque, les batteries et les minéraux critiques ».

Brèves

- Le 12 avril, le Département américain du Trésor a [annoncé](#) des sanctions visant l'aluminium, le cuivre et le nickel originaires de Russie. Ces sanctions, adoptées en coordination avec le Royaume-Uni, reposent sur deux volets : (i) une interdiction d'importation aux États-Unis d'aluminium, cuivre ou nickel originaires de Russie et (ii) une interdiction pour les bourses de métaux (London Metal Exchange et Chicago Mercantile Exchange) d'accepter ces mêmes produits originaires de Russie.
- Le 16 avril, la Représentante américaine au Commerce (USTR) Katherine Tai a [annoncé](#) avoir demandé la mise en place d'un panel dans le cadre de la mise en œuvre du mécanisme de réponse rapide (MRR) de l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA) s'agissant des droits des travailleurs d'un centre d'appel mexicain. Il s'agit du deuxième cas d'activation du MRR pour lequel les États-Unis demandent la mise en place d'un panel suite à l'échec des consultations avec le Mexique.
- Le 16 avril, les groupes de travail bilatéraux entre les États-Unis et la Chine sur les sujets économique et financier se sont [réunis](#) à Washington. Ces groupes de travail ont été initiés à la suite de la première visite de J. Yellen en Chine, intervenue en juillet dernier [voir [Brèves sectorielles du 14 juillet 2023](#)].
- Le 17 avril, le Département d'État américain a [indiqué](#) que la validité de la licence générale 44 autorisant l'achat de pétrole et de gaz vénézuéliens prenait fin le 18 avril. L'OFAC a néanmoins [précisé](#) que les entités concernées pourront bénéficier d'un délai de 45 jours (soit jusqu'au 31 mai) afin de réaliser certaines transactions, sous réserve que celles-ci n'induisent pas de nouveaux investissements (« *wind down* »).
- Le 15 avril, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) un réseau de 12 entités et 10 individus impliqué dans des activités de contournement des sanctions au profit de l'industrie de défense biélorusse.
- Le 18 avril, en réponse à l'attaque iranienne contre Israël le 13 avril, le Département américain du Trésor a [adopté](#) en coordination avec le Royaume-Uni des sanctions contre 16 individus et 10 entités opérant dans les secteurs de la conception de drones, de l'acier et de l'automobile.

Climat – énergie – environnement

5. L'EPA publie son inventaire annuel des gaz à effet de serre

Le 11 avril, l'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [publié](#) son dernier [inventaire](#) annuel des émissions et des puits de gaz à effet de serre (GES) aux États-Unis (GHG Inventory), qui présente un aperçu national des émissions annuelles de GES de 1990 à 2022.

En 2022, les émissions de GES des États-Unis ont représenté 6 343 millions de tonnes équivalent CO₂ (MtCO₂e). Après prise en compte du bilan lié à l'utilisation des terres, au changement d'affectation des terres et à la foresterie (UTCATF), cet inventaire s'élève à 5 489 MtCO₂e, en augmentation de 1 % en 2022 par rapport à l'année précédente.

L'augmentation des émissions totales de GES est en grande partie attribuable à l'augmentation de la consommation d'énergie en 2022, reflétant la poursuite du rebond de l'activité économique après la pandémie.

Ces émissions ont toutefois diminué de 17 % depuis 2005, ce qui résulte, selon l'EPA, des effets combinés de plusieurs facteurs, notamment les tendances du marché de l'énergie, les changements technologiques, y compris les améliorations liées à l'efficacité énergétique, et l'intensité carbone du mix de combustibles énergétiques.

6. L'administration Biden prend de nouvelles mesures pour accroître la production d'énergie propre sur les terres fédérales

Le 11 avril, le Département de l'Intérieur (DoI – chargé de la gestion des terres fédérales) a [annoncé](#) la mise à jour de sa réglementation sur les énergies renouvelables afin de promouvoir le développement des énergies solaire et éolienne sur les terres publiques fédérales. La version finale du Règlement sur les énergies renouvelables permettra de réduire certains coûts fonciers et de faciliter le processus d'examen des demandes, en offrant une plus grande certitude au secteur privé.

Le DoI a également annoncé avoir autorisé à ce jour des capacités de production d'énergie propre s'élevant à un total cumulé de 29 GW, dépassant ainsi l'objectif fixé par le Président Biden d'au moins 25 GW de capacités autorisées d'ici 2025. Le Bureau de la gestion des terres (BLM) évalue actuellement les demandes de permis liées à 66 autres projets d'énergie propre à grande échelle sur des terres fédérales dans l'Ouest des États-Unis, avec le potentiel d'ajouter 32 GW de capacités supplémentaires.

Enfin, le DoI a annoncé que deux projets d'énergie solaire, Arica et Victory Pass, sont tous deux pleinement opérationnels. Situés dans l'Est du comté de Riverside, en Californie, il s'agit des deux premiers projets approuvés dans le cadre du Desert Renewable Energy Conservation Plan (DRECP), en 2022. Suite à leur achèvement, le BLM

indique atteindre désormais plus de 10 GW cumulés de production d'énergie renouvelable sur des terres publiques.

Brèves

- Le 15 avril, le DoI a [annoncé](#) un règlement final du Bureau de la gestion de l'énergie océanique (BOEM) visant à accroître le niveau de garanties financières que les exploitants de plates-formes pétrolières et gazières offshore doivent fournir en amont pour couvrir les coûts de démantèlement futurs de leurs installations. L'administration fédérale indique entendre ainsi protéger davantage les ressources des contribuables américains en évitant le recours aux fonds publics pour couvrir ces frais.
- Le Département de l'Énergie (DoE) a finalisé différentes normes d'efficacité énergétique s'appliquant à des équipements électriques du quotidien. Ainsi, le 12 avril, le DoE a [indiqué](#) avoir finalisé des normes pour les lampes à usage général, qui comprennent les types d'ampoules résidentielles et commerciales les plus courants. Ces normes, qui entreront en vigueur en juillet 2028 pour les ampoules nouvellement produites, devraient permettre d'économiser 1,6 Md\$ par an sur les coûts énergétiques des ménages, en plus de réduire le gaspillage d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre associées. Le 16 avril, le DoE a [annoncé](#) quatre mesures portant notamment sur les climatiseurs commerciaux, les pompes à chaleur et les lave-vaisselles. Ces mesures permettront aux ménages et aux entreprises d'économiser près de 1,9 Md\$ par an.
- L'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) a publié deux articles concernant les hydrocarbures en 2023, l'un traitant des exportations record de gaz naturel des États-Unis, l'autre des importations record de pétrole brut par la Chine. Ainsi, pour ce qui est des États-Unis, l'EIA [indique](#) qu'ils ont exporté 10 % de gaz naturel de plus en 2023 qu'en 2022. Le gaz naturel liquéfié (GNL) exporté par tanker représentait plus de la moitié de toutes les exportations de gaz naturel des États-Unis, le reste transitant par pipeline vers le Canada et le Mexique. Au sujet de la Chine, l'EIA [indique](#) qu'elle a été le premier importateur mondial de pétrole brut, avec 11,3 millions de barils par jour en 2023, soit 10 % de plus qu'en 2022. Ces volumes record ont servi à approvisionner la capacité de raffinage croissante du pays afin de répondre aux besoins en carburant de transport et de produire des matières premières pour l'industrie pétrochimique en pleine croissance. La Russie, l'Arabie Saoudite et l'Irak ont été les principales sources d'importations de pétrole brut de la Chine en 2023.

Transport et infrastructure

7. L'administration Biden octroie 830 M\$ pour rendre les infrastructures routières plus résilientes au changement climatique

Le 11 avril, Département des Transports (DoT) a [annoncé](#) l'octroi d'une enveloppe de 830 M\$ de subventions fédérales à [80 projets](#) visant à renforcer la résilience des infrastructures routières du pays face aux risques liés au changement climatique, notamment les événements météorologiques extrêmes tels que les inondations et les vagues de chaleur, ou la montée du niveau des mers.

Disséminés dans 39 États et territoires du pays, les projets bénéficiaires se répartissent dans quatre grandes catégories d'intervention :

- La planification (45 M\$, 26 projets), afin de permettre le développement de plans de préparation, de résilience ou d'évacuation, ainsi que d'activités de conception et de renforcement des capacités ;
- La réalisation de travaux sur les infrastructures existantes (621 M\$, 36 projets), tels que l'amélioration du drainage, la relocalisation de routes ou la surélévation de ponts pour faire face à la montée des eaux et aux inondations ;
- La résilience des communautés locales et les voies d'évacuation (45 M\$, 10 projets), visant par exemple l'augmentation de la résilience, de la capacité et de la redondance des voies d'évacuation routières ;
- La préservation des infrastructures côtières (119 M\$, 8 projets), consistant à protéger, renforcer ou déplacer celles qui seraient trop exposées.

Les 830 M\$ attribués par appel à projet viennent s'ajouter aux 4,3 Md\$ déjà alloués par dotation aux États fédérés dans le cadre du même programme, nommé PROTECT (Promoting Resilient Operations for Transformative, Efficient, and Cost-saving Transportation), créé par la loi bipartisane pour les infrastructures (BIL). Le DoT précise que ce programme fera également progresser l'équité et la justice environnementale car il répond aux besoins des communautés les plus défavorisées, qui sont, d'après le DoT, souvent les plus vulnérables face aux risques climatiques.

Dans son communiqué, l'administration fédérale indique consacrer plus de 50 Md\$ à la résilience et à l'adaptation climatiques dans le cadre de la BIL et de l'Inflation Reduction Act (IRA).

8. La FAA annonce le déploiement de nouvelles technologies de surveillance des aérodrômes

Le 15 avril, l'administration fédérale de l'aviation (FAA) a [annoncé](#) que 4 aéroports du pays seraient les premiers à se voir équipés d'un tout

nouveau système de surveillance des aéroports, appelé « Surface Awareness Initiative » (SAI), qui permettra de limiter le risque d'incursion sur les pistes et de collision.

Les aéroports d'Austin-Bergstrom, Indianapolis, Nashville et Dallas Love Fields recevront le système SAI dès juillet 2024, avant son déploiement dans des dizaines d'autres aéroports d'ici la fin 2025. D'après l'administrateur de la FAA Mike Whitaker, « cette technologie, d'un bon rapport coût/efficacité, offrira aux contrôleurs aériens une vision actualisée et précise des appareils et véhicules sur l'ensemble de l'aérodrome, quelles que soient les conditions météorologiques ».

La technologie SAI est l'une des trois composantes de la stratégie de la FAA dédiée à l'amélioration accélérée de la sécurité au sol, qui comprend deux autres outils nommés respectivement « Approach Runway Verification » (ARV) et « Runway Incursion Device » (RID).

La FAA indique que ces déploiements technologiques s'inscrivent dans une série d'actions engagées après la publication d'un [rapport indépendant](#) sur la sécurité de l'espace aérien national en novembre 2023. Ses autres initiatives comprennent notamment le recrutement de plus de 1 500 nouveaux contrôleurs aériens en 2023 et 1 800 en 2024, la modernisation des systèmes de simulateurs dans 95 tours de contrôle d'ici fin 2025 ou encore l'investissement de plusieurs millions de dollars dans l'amélioration des aéroports de toutes tailles à travers le pays.

Brèves

- À l'occasion de la semaine nationale de sensibilisation des zones de travaux (National Work Zone Awareness Week) à partir du 15 avril, l'administration fédérale chargée des routes a [appelé](#) les automobilistes à limiter leur vitesse à l'approche des sites d'intervention. En 2022, près de 900 personnes sont décédées dans des accidents à leurs abords, avec la vitesse des véhicules comme facteur important de mortalité.

Industrie

9. Samsung obtient 6,4 Md\$ dans le cadre du CHIPS Act et annonce un cluster au Texas

Le 15 avril, le Département du Commerce (DoC) a [rendu public](#) un accord avec l'entreprise sud-coréenne Samsung, qui va bénéficier d'une subvention de 6,4 Md\$ dans le cadre du CHIPS Act. Ce financement permettra de soutenir les investissements de Samsung à Austin et Taylor (Texas). Samsung s'apprête à investir 40 Md\$ au cours des prochaines années pour construire à Taylor deux usines de semi-conducteurs de pointe, un centre R&D et un site dédié à l'*advanced packaging*, ainsi qu'une extension de son usine existante à Austin. En complément de cette subvention, Samsung pourrait

bénéficier d'un crédit d'impôt de 25 % sur ses 40 Md\$ d'investissements prévus dans ses nouveaux sites de production, portant ainsi potentiellement le montant total des subventions fédérales à 16,4 Md\$. Les deux nouvelles usines de semi-conducteurs à Taylor permettront de fabriquer des semi-conducteurs de 4 nm et 2 nm, le site de packaging sera lui dédié aux modèles d'assemblage 3D et 2,5D, identifiés comme des technologies critiques pour le secteur de l'IA. L'extension de l'usine à Austin permettra d'y intégrer la production de semi-conducteurs ayant recours à des technologies « silicium sur isolant » de pointe (FD-SOI) à destination de secteurs stratégiques, pour lesquels Samsung a signé un partenariat de collaboration avec le Département de la Défense (DoD). Ces investissements vont, selon les estimations du DoC, permettre la création de 17 000 emplois dans le secteur de la construction et 4 500 emplois qualifiés pérennes au sein des nouvelles usines.

10. Google et Meta dévoilent de nouveaux semi-conducteurs pour les systèmes d'IA conçus en interne pour leur usage propre

Le 9 avril, Google a [dévoilé](#) un nouveau modèle de processeur, Axion, dont la mise en service est attendue à la fin de l'année pour les clients de Google Cloud. Ce processeur CPU, qui s'appuie sur la technologie de l'entreprise britannique Arm (Armv9 NeoverseV2) personnalisée par Google, afficherait une performance de calcul 30 % supérieure aux meilleurs processeurs issus de la technologie Arm (50 % pour des puces plus matures ainsi que des gains de 60 % en termes de performance énergétique). Le 10 avril, Meta a de son côté [présenté](#) la seconde génération de sa puce « Meta Training and Inference Accelerator » (MTIA), conçue pour ses infrastructures de calcul destinées à l'élaboration et au fonctionnement de modèles d'IA. Selon [Fortune](#), les semi-conducteurs conçus par Meta ou Google seront moins performants que la gamme proposée par Nvidia mais devraient répondre à une partie de la demande des grandes entreprises numériques qui cherchent à réduire les délais d'approvisionnement, adapter leurs infrastructures de calcul au plus près de leurs besoins et diversifier leurs sources d'approvisionnement, qui reposent actuellement principalement sur Nvidia.

Brèves

- Le 16 avril, le Département du Commerce (DoC) a [publié](#) une Notice of Funding Opportunity (NOFO) dédiée à la recherche en métrologie pour les PME et ETI. Doté de 54 M\$ – financé par l'enveloppe R&D du CHIPS for America program – et administré par le National Institute of Standards and Technology (NIST), cet appel à projet vise à favoriser des innovations métrologiques applicables à la physique des matériaux, l'*advanced packaging*, la traçabilité des composants électroniques ou les jumeaux numériques.

Agriculture et industrie agroalimentaire

11. Le Département de l'Agriculture alloue 232 M\$ pour l'entretien des infrastructures rurales

Le Service des forêts du Département de l'Agriculture américain (USDA) a [annoncé](#) le 12 avril une allocation de 232 M\$ pour soutenir l'entretien des infrastructures publiques en milieu rural, telles que les écoles, les routes ou les centres de lutte contre les incendies, dans le cadre du programme « [Secure Rural Schools](#) ».

Ce programme, créé en 1908, permet de financer ces infrastructures à partir des ressources propres dégagées par les activités du Service forestier fédéral ([FS](#)). Le FS gère environ 78 Mha de forêts domaniales dont il tire des revenus, comme ceux issus du pâturage, de la production de bois, des redevances de baux miniers ou d'autres permis d'usage. Une partie de ces revenus est distribuée à 745 comtés ruraux répartis dans 41 États ainsi qu'à Porto Rico, le reste étant dédié à l'entretien des forêts elles-mêmes.

Depuis 2000, face à une diminution continue des revenus générés via les activités du FS, le Congrès a adopté le « [Secure Rural Schools and Community Self Determination Act](#) » pour stabiliser l'apport des fonds alloués chaque année à ces comtés ruraux.

Dans son communiqué, l'USDA rappelle que ces investissements permettront de créer de l'activité économique dans les régions rurales tout en soutenant la qualité de vie des communautés.

Les [financements](#) de l'exercice 2023, distribués en avril 2024, sont répartis en [trois catégories distinctes](#) : le titre I pour les routes et les écoles, le titre II pour les projets sur les terres fédérales et le titre III pour les projets des comtés.

12. Le secteur agricole a diminué de 1,8 % ses émissions de gaz à effet de serre en 2022

L'Agence de protection de l'environnement américaine ([EPA](#)) a publié son [rapport](#) annuel dressant l'inventaire des émissions de gaz à effet de serre (GES) entre 1990 et 2022 (*cf. supra*).

Ce rapport met en évidence que le secteur agricole, qui représente environ 10 % du total des émissions, a été le secteur qui a le plus réduit ses GES en 2022 par rapport à 2021. Alors que les émissions totales au niveau national ont augmenté de 1,3 %, celles liées à l'agriculture ont diminué de 1,8 %, à 634 millions de tonnes équivalent CO₂ (MtCO₂e), soit le niveau le plus bas depuis 2012.

En 2022, les émissions liées aux cultures ont totalisé 319 MtCO₂e, soit une baisse de 1,7 % par rapport à 2021 et les émissions liées au secteur de l'élevage ont atteint 274 MtCO₂e, soit une baisse de 2,1 %. Selon le rapport, cette baisse des émissions du secteur de l'élevage

s'explique principalement par la réduction des stocks de bétail, en particulier des bovins de boucherie. Par ailleurs, les combustibles utilisés dans le secteur agricole ont généré 40,6 MtCO₂e, en baisse de 0,5 MtCO₂e, soit 1,2 % par rapport à 2021. Les autres sources, telles que le méthane issu de la culture du riz ou le CO₂ provenant de la fertilisation à l'urée, du chaulage et du brûlage des champs, ont contribué pour moins de 5 % des émissions agricoles.

Numérique et innovation

13. Un groupe de sénateurs présente un nouveau cadre législatif bipartisan visant à encadrer les risques NRBC liés à l'IA

Le sénateur Mitt Romney (R-Utah), soutenu par Jack Reed (D-Rhode Island), Jerry Moran (R-Kansas), et Angus King (I-Maine), a [proposé](#) un cadre législatif visant à encadrer les modèles d'intelligence artificielle les plus avancés (ayant nécessité une puissance de calcul dépassant 10²⁶ FLOPS pour leur entraînement). Cette initiative prévoit la mise en place d'un régime fédéral d'octroi de licences et de suivi du développement et du déploiement de ces modèles. Plus précisément, ce cadre dispose que (i) les vendeurs de matériel informatique de pointe devront déclarer les transactions importantes et vérifier l'identité des acheteurs, notamment étrangers ; (ii) les développeurs des modèles concernés devront informer l'autorité de surveillance dès le début du développement et avant l'entraînement des modèles, tout en assurant la mise en place de mesures de sécurité et le respect des normes de cybersécurité ; et (iii) les modèles devront être évalués et recevoir une licence adaptée à leur niveau de risque avant leur déploiement. L'autorité de surveillance, pouvant être attribuée à une nouvelle entité inter-agences ou une agence existante, veillerait à l'adaptation du cadre réglementaire au regard des progrès technologiques.

14. Le Speaker de la Chambre des représentants Mike Johnson inclut les propositions de loi sur TikTok et sur la vente de données personnelles dans le paquet d'aide à l'Ukraine

Le Speaker de la Chambre, Mike Johnson (R-Louisiane), a [dévoilé](#) le 17 avril une version amendée de la proposition de loi précédemment adoptée par la Chambre visant à forcer la cession de TikTok par ByteDance – l'actuel propriétaire de l'application – ainsi que de toute autre « application sous l'emprise d'un adversaire étranger » (*foreign adversary controlled application*). Le texte a été intégré au paquet législatif qui prévoit une aide de 95,3 Md\$ à l'Ukraine, à Israël et pour l'Indopacifique. Par rapport à la version adoptée à la Chambre le 13 mars [voir [Brèves sectorielles du 15 mars 2024](#)], la nouvelle version de la proposition de loi accorderait un délai de 270 jours à ByteDance pour céder l'application sous peine d'interdire la mise sur le marché de TikTok. La mesure donnerait également pouvoir au président de prolonger ce délai de 90 jours supplémentaires, ce qui

porterait à près d'un an le délai total accordé à ByteDance, contre 180 jours dans la version initialement adoptée. La sénatrice Maria Cantwell (D-Washington) a [soutenu](#) la proposition de loi actualisée, exprimant sa satisfaction vis-à-vis de l'extension du délai accordé à ByteDance pour la cession.

Le paquet législatif comprend également des dispositions visant à limiter certaines transactions permettant à des « pays adversaires » ou des entités sous leur contrôle d'accéder à des données personnelles sensibles de citoyens américains détenues par des courtiers en données (*data brokers*). Adoptée précédemment par la Chambre le 20 mars [voir [Brèves sectorielles du 22 mars 2024](#)], la version incluse dans ce paquet législatif ne présente aucune différence substantielle par rapport à sa première version. La Federal Trade Commission (FTC) serait l'autorité responsable de la mise en œuvre de ces mesures, dont les manquements seraient traités comme des « pratiques déloyales ou trompeuses ».

Brèves

- Un rapport publié par le National Center for Youth Law [appelle](#) le Congrès à adopter un encadrement de l'IA axé sur la protection des enfants. Le rapport met en lumière les risques que pose l'intégration croissante de l'IA dans les secteurs de l'éducation et les services publics, notamment en termes de protection des données personnelles, de bien-être et de développement social des enfants. Le rapport recommande le déploiement de tests pour détecter d'éventuels biais dans les algorithmes, une plus grande transparence des systèmes IA, des évaluations continues de l'impact de ces technologies sur les mineurs, et des analyses de l'équité et de la transparence des systèmes utilisés dans les processus décisionnels gouvernementaux.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)